

CONFERENCE DE PRESSE

Tenue par une délégation de l'union de la gauche
de turquie et du kurdistan de turquie.

Parti AVANT GARDE OUVRIER DE KURDISTAN
Parti OUVRIER DE TURQUIE
Parti COMMUNISTE DU TRAVAIL DE TURQUIE
Parti COMMUNISTE DE TURQUIE
Parti SOCIALISTE DU KURDISTAN DE TURQUIE
Parti SOCIALISTE OUVRIER DE TURQUIE

T H E M E

=====

DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE DANS LE CADRE
DU RAPPORT DE MONSIEUR R. BALFE.

=====

Mesdames, Messieurs,

Depuis deux jours, nous sommes témoins de discussions portant sur le Rapport de Mr Richard BALFE. Nous suivons ce débat avec grand intérêt.

La situation en Turquie revient souvent à l'ordre du jour des Institutions internationales depuis le coup d'Etat militaire. Cette évolution peut être pleinement justifiée puisque le régime de Turquie qui a été converti en une dictature fasciste menace non seulement la paix intérieure et constitue un danger pour le pays, mais également il y va de la sécurité de notre région et de la paix mondiale. Les efforts déployés au sein des Institutions internationales, tel le Parlement Européen, pour l'instauration d'une véritable démocratie dans notre pays, ont une importance capitale. Le Rapport BALFE sur la situation des Droits de l'Homme en Turquie constitue un document allant dans ce sens. Nous lui transmettons notre reconnaissance.

Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui un régime qui bafoue les droits et libertés démocratiques, les principes élémentaires des droits de l'homme règne dans notre pays. Ce régime dictatorial est structuré par une Constitution, la Loi Maritale, la loi de l'état d'exception, la loi des tribunaux d'exception, la loi sur l'extention des pouvoirs de la police. Avec le coup d'état, les généraux ont aboli la Constitution, le Parlement et toutes les institutions de l'Etat. Ils ont interdit les organisations démocratiques et les partis politiques. Ils ont structuré leur législation. Dans ces conditions, prôner "le retour à la démocratie" peut-il être crédible ? Nous pensons que l'on ne peut même pas parler d'un processus allant dans ce sens dès lors que la Constitution et des lois anti-démocratiques de la Junte, l'Assemblée Nationale constituée par son aval, resteront en place. Nos partis qui sont représentés ici sont interdits. Des milliers de personnes sont poursuivies, torturées, parce qu'elles sont soupçonnées d'appartenir à ces partis.

.../...

Les syndicats et organisations démocratiques sont interdits. La loi sur les syndicats restreint les activités de la centrale Türk-Is comme "l'épée de Damoclès". Les membres et dirigeants des syndicats et organisations démocratiques interdits sont poursuivis, condamnés à de lourdes peines de prison. Il y a tout juste deux mois, certains dirigeants et membres du Parti Socialiste Ouvrier de Turquie, l'un des six partis de notre Union, sont arrêtés et torturés. Dès lors que les partis politiques, y compris les 6 partis de notre union, n'auront pas la possibilité de s'organiser librement, que l'interdiction frappant les syndicats et les organisations démocratiques ne sera pas levée, leurs dirigeants et membres libérés, nous ne pouvons croire à un "processus de retour à la démocratie". Et il y a quelques jours, le Général Evren a déclaré que cette situation durerait. A notre avis, il n'est pas pensable d'enregistrer des améliorations tant que ce régime reste en place. Certains points de vue allant dans le sens d'une amélioration des relations avec ce régime sont contraires aux intérêts de nos peuples. Concernant le débat sur la Turquie, une certaine manière d'appréhender les Droits de l'Homme nous a choqué. Certains essayent de passer sous silence le caractère du régime actuel dans notre pays. Le Ministre de l'Intérieur vient de déclarer, d'après le quotidien Milliyet du 19 Octobre que " 108 personnes sont arrêtées, tuées, "et que les opérations de recherche continuent". Se référant à quel principe des droits de l'homme, l'on souhaite améliorer les relations avec un régime qui reconnaît par ses propres porte-paroles que la terreur d'Etat continue ?

Mesdames, Messieurs,

Dans notre pays les droits de l'homme sont systématiquement bafoués. La torture est largement pratiquée par une politique d'Etat. D'après les déclarations officielles le nombre des détenus qui ont succombé aux mauvais traitements se situe autour de 400. Récemment le journal Türkiye Postasi écrivait que 7 personnes étaient tuées sous la torture dont le Maire de la commune de Fatsa, M. Fikri Sönmez. Avec une loi, les pouvoirs de la police sont élargis, notamment le pouvoir de tuer en cas de légitime défense, d'arrêter et de mettre en

.../...

garde à vue les suspects lui est accordé. Ainsi, l'on structure un Etat policier.

Pire encore, une milice est constituée dans la région du Kurdistan. Il est extrêmement important de souligner que cette milice est formée par les militants du parti d'action nationaliste (MHP) soi-disant interdit.

Depuis le coup d'Etat, 50 personnes sont pendues dont 27 pour délit d'opinion. Actuellement 500 peines capitales attendent la ratification. Le chef de la junte, le général Evren estime qu'il faille plutôt exécuter que de nourrir ces détenus. Comme l'a souligné un professeur de renom, inculpé dans le cadre du procès ouvert contre les intellectuels, a déclaré lors de son procès: " j'ai honte non seulement de vivre dans la même époque où ce genre d'opinion est exprimée, mais aussi j'ai honte de partager la même géographie avec l'auteur de ces propos".

Nous attendons ce genre de prise de position de la part des parlementaires qui défendent les principes universels des droits de l'homme.

Les prisons sont pleines à craquer. Une aspiration profonde pour une amnistie générale traverse notre pays. Sans qu'une telle amnistie ne soit proclamée, on ne peut amorcer un processus pour un retour à la démocratie.

Mesdames, Messieurs,

En Turquie près de 12 millions de Kurdes vivent. La Constitution de la junte nie l'existence même de ce peuple. Les Kurdes ne peuvent s'exprimer dans leur langue. Ils ne peuvent jouir des principes fondamentaux de la raison d'être un individu. Deux importantes armées, formées par plus de 300 000 soldats sont installés dans cette région. Cette situation est bien connue par l'opinion publique internationale.

On ne peut parler d'un retour à la démocratie dès lors que cette situation intolérable continue.

Avec la prise du pouvoir par la Junte, la Turquie a commencé à jouer un rôle différent dans notre région. Elle est devenue ouvertement, et le mot est bien pesé, le gendarme des USA. Avec les traités de coopération militaire, le pays est devenu un important stock de fusées à tête nucléaire. Il existe des pourparlers pour que notre pays soit une base importante si le projet de "la guerre des étoiles"

../..

était appliqué. Dès lors que ce régime restera en place, la Turquie sera un point de déséquilibre pour la paix mondiale. Pour toutes les raisons que nous avons essayé d'énumérer jusqu'ici nous pensons qu'il serait bon de soutenir le rapport Balfe. Sa proposition de Résolution doit être approuvée telle qu'elle a été rédigée.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV